

PROTESTATIONS CONTRE LA SUSPENSION DES SUBVENTIONS À LA CONSTRUCTION NAVALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Transports s'il a reçu des protestations du gouvernement de la Colombie-Britannique au sujet de la suspension des subventions à la construction navale?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Non, monsieur l'Orateur, je n'ai reçu aucune protestation. J'ai vu dans les journaux une déclaration du premier ministre provincial qui m'a semblé fondée sur un malentendu. Je crois qu'une somme très considérable—j'aimerais en préciser le montant au moment voulu—a été versée en subventions par le Trésor national pour ce service. On m'a dit que la province en tirait profit. J'espère qu'à la prochaine occasion, les dirigeants des affaires de la province jugeront bon de faire connaître le fait que de 35 à 40 p. 100 du capital proviennent du Trésor national.

M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich): Le ministre des Transports pourrait-il nous dire maintenant quand le rapport du comité interministériel chargé d'enquêter sur ces subventions sera-t-il prêt?

L'hon. M. Pickersgill: Je crains de ne pouvoir le dire; mais le ministre de l'Industrie et moi insistons autant que possible pour hâter les choses.

N. Chatterton: Le ministre peut-il nous dire quand la dernière réunion a eu lieu?

L'hon. M. Pickersgill: Franchement, il me semble, en réalité, qu'on ne puisse attendre des ministres qu'ils s'occupent d'activité policière, mais je vais me renseigner.

RADIO-CANADA

VANCOUVER—PERSPECTIVES D'INSTALLATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. W. Prittie (Burnaby-Richmond): Je désirerais poser au secrétaire d'État une question concernant le problème des installations de la Société Radio-Canada à Vancouver. J'aimerais savoir s'il est vrai que le gouvernement serait disposé à céder sans condition à la ville de Vancouver l'emplacement de Kitsilano et, dans le cas de l'affirmative, quelles mesures prend-on en vue d'assurer de nouvelles installations à Radio-Canada à Vancouver?

L'hon. Maurice Lamontagne (secrétaire d'État): On a fait part à la ville de Vancouver

de la décision qui a été prise relativement à l'emplacement de Kitsilano. Il appartient maintenant à la ville de soumettre une proposition à Radio-Canada.

M. Ron Basford (Vancouver-Burrard): Je désirerais poser au secrétaire d'État une question qui fait suite à celle qu'on vient de lui poser. La ville de Vancouver a-t-elle remercié le premier ministre de l'offre généreuse qu'il lui a faite relativement à Kitsilano?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Oui, j'ai reçu une réponse très amicale et reconnaissante.

L'EXPO '67

RÉDUCTION DES CRÉDITS AMÉRICAINS AU PAVILLON DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert C. Coates (Cumberland): J'ai une question à poser au premier ministre. Le premier ministre est-il en mesure de faire des observations au sujet de la réduction sensible des fonds affectés par les États-Unis au pavillon américain de l'Expo '67, qui fait que la somme attribuée se trouve maintenant inférieure à celle de la ville de Paris?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Non. Je n'ai pas de commentaires à faire sur les mesures prises à ce sujet par un gouvernement étranger. Sauf erreur, l'affectation de fonds s'élevait à 9 millions de dollars, ce qui représente une somme rondelette.

M. Coates: Le premier ministre pense-t-il que cette réduction pourrait être la conséquence de sa récente visite aux États-Unis?

Le très hon. M. Pearson: Je suis persuadé que les États-Unis seront représentés comme il se doit à cette exposition.

LES PARCS NATIONAUX

NÉCESSITÉ DE NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. V. Noble (Grey-Nord): Ma question s'adresse au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales. Étant donné que le ministre doit s'entretenir la semaine prochaine avec les dix ministres provinciaux des ressources au sujet d'une politique nationale des ressources hydrauliques, ne croit-il pas qu'il serait souhaitable de signaler à l'attention des ministres la nécessité d'aménager d'autres parcs nationaux au Canada.

L'hon. Arthur Laing (ministre du Nord canadien et des Ressources nationales): Monsieur l'Orateur, cette affaire sera peut-être examinée.